

Cette faiblesse congénitale n'a pas permis au Bureau National d'entraîner un large courant à l'UEC ni même de garder les sympathies potentielles qu'il pouvait avoir dans l'opposition du PCF. Le prochain congrès risque donc de se terminer par une victoire « démocratique » de l'appareil du PCF qui n'a plus qu'à cueillir le fruit.

Est-ce une vue pessimiste ?

En aucune façon. Nous pensons que cette première crise aura été tout à fait salutaire, même si certains militants impatientes quittent les rangs de l'organisation. Que l'UEC continue sous sa forme actuelle ou sous une autre, une seconde crise éclatera inévitablement. Mais elle se déroulera alors à un niveau politique plus élevé, dans un contexte plus favorable, compte tenu de l'évolution de la crise du mouvement communiste international et avec, sans doute, des ramifications plus profondes dans le PCF et la JC où certains remous apparaissent aujourd'hui (récemment tout un cercle de JC de 45 adhérents, celui de Cannes, a été exclu du mouvement).

Cette nouvelle phase de la lutte, la gauche doit dès maintenant s'y préparer en comprenant qu'elle ne pourra s'unifier qu'au travers de luttes concrètes et d'expériences qui donneront au fur et à mesure les moyens nécessaires d'avancer ensemble sur le plan politique, sans vouloir d'un seul coup résoudre tous les problèmes théoriques que le mouvement ouvrier dans son ensemble commence à peine à discuter. Il s'agit aujourd'hui d'intervenir sur certains points aisément compréhensibles et concrets, de lutter contre toute tentative bureaucratique à l'encontre de quiconque. Mais il importe de rester très clair dans les débats politiques, le but devant être de dégager au cours des luttes étudiantes, en liaison avec tout le mouvement ouvrier, une tendance révolutionnaire dans l'UEC et dans la JC, assez responsable pour comprendre que nous n'en sommes qu'au début d'un combat qui sera encore long mais dont les conditions du succès apparaissent de plus en plus clairement.

Henri ANCELOT.

La bombe chinoise

La Chine a expérimenté une bombe atomique. Et le cœur des « purs » de s'élever avec indignation : Après le bon traité de Moscou où les géants nucléaires ont dit : « pousse, défense de nous imiter », après ce geste pacifique (sic) voilà la Chine qui rouvre le cycle infernal.

Il est nécessaire de crier : « halte à la tartuferie ! ». Ceux qui veulent négocier avec la Chine le peuvent facilement : il suffit de lui ouvrir la porte de l'O.N.U. En second lieu, il est clair après les démonstrations du golfe du Tonkin que la Chine est sous la menace américaine. Aucune autre pays autant qu'elle n'a le droit à l'armement maximum de notre temps. Les Russes prétendaient bien être les garants de sa protection, mais à la manière de Joseph Prudhomme, ils jurent à la fois de la soutenir et de la défendre, et au besoin de la combattre.

Certes, la bombe chinoise n'aura pas de retombées meilleures que les autres, mais pas de pires non plus. Cette affaire prouve combien nous avons raison de dénoncer la mystification du traité de Moscou. La lutte contre la guerre ne progresse pas en assurant leur monopole aux géants. Et l'on peut prévoir que tous les États finiront par être atomiquement armés dans la mesure où les impérialistes, et particulièrement l'impérialisme américain, continueront à menacer de « l'escalade aux extrêmes » les peuples qui se libèrent n'importe où dans le monde.

Que Messieurs les assassins commentent : le désarmement atomique doit commencer par la destruction des armes les plus colossales des super-grands qui n'ont reçu nulle mission du Ciel pour faire régner « leur » justice et « leur » ordre.

Les indignations contre la Chine sont d'autant plus mal venues que la force multilatérale s'organise en Europe, ce qui prouve encore la dérisoire du traité de Moscou qui aurait dû entraîner la neutralisation des régions du monde non encore équipées d'armes nucléaires.

M. LEUWEN.

Y A-T-IL UN CAS BILLOUX ?

MOINS DE TROIS MOIS après la mort de Thorez la direction du P.C.F. est encore à la recherche d'un difficile équilibre. Les symptômes du malaise sont multiples et les rumeurs qui circulent ne sont pas sans fondement. La volonté des éléments les plus thoreziens de glorifier en toutes occasions la mémoire du disparu, de baptiser de son nom avenues et institutions, de le hisser à jamais sur le piédestal le plus élevé vise en même temps à prévenir tout changement de cours, toute ère nouvelle, voire toute succession véritable incarnée par Waldeck-Rochet. On a pu constater que les interventions du secrétaire général au cours des assises et grandes manifestations du parti étaient suffisamment dosées pour donner l'apparence d'une direction collégiale et rogner en fait l'autorité du nouveau leader.

En vérité il n'y a plus à la direction du P.C.F. de personnalité assez forte pour s'imposer et faire pencher la balance d'un certain côté. Le dirigeant disposant du plus de poids et possédant le plus grand prestige est sans doute Benoît Frachon. Mais c'est le leader de la C.G.T. et l'un de ceux qui ont eu le plus démêlé avec Thorez.

La situation de cette direction du P.C.F. désunie, en mal au vertige, est particulièrement inconfortable en fonction des choix délicats auxquels il faudra faire face dans une période toute proche aussi bien sur le plan international (Conférence des P.C. à Moscou en décembre) que sur le terrain français (élections municipales et présidentielles).

Au cours des derniers jours l'Humanité a publié une étrange série d'articles sous la rubrique « Problèmes de la paix et du socialisme ». Tour à tour, quatre membres du Bureau Politique se sont acquittés d'un devoir sur le thème suivant : condamner les Chinois, rejeter plus discrètement les conceptions italiennes et justifier la tenue de la Conférence communiste internationale de décembre prochain. Ce qui est frappant c'est que ces articles n'apportaient aucun élément, aucun argument nouveaux et qu'ils donnaient l'impression de n'avoir pour objet que de consacrer l'option de certains de leurs signataires qui comptent, curieusement, parmi les membres les plus jeunes et les plus récents du Bureau Politique : R. Piquet, H. Krasucki et P. Laurent. Les militants du P.C.F. pourraient se demander pourquoi ceux-là et pourquoi pas les autres ? Est-ce que ce sont les plus ardents « anti-chinois » et « anti-italiens » du B.P. ? Ou a-t-il fallu qu'ils donnent des gages parce que ce sont les plus tièdes ? Nul ne pensera, en tous cas, qu'il s'agit d'un hasard.

D'autre part, un tract anonyme que nous reproduisons ci-après circule à présent dans le P.C.F. qui mentionne un « cas Billoux ». Comme on le verra, ce texte contient une série de faits indiscutables : des articles-pensums parus dans France Nouvelle, le voyage à Hanoï pendant la préparation du XVII^e Congrès, l'hommage à Togliatti, enfin sa présence à la Fête de l'Humanité et son omission par ce journal. Ces faits rendent donc très vraisemblable l'existence d'une « affaire Billoux ».

Quant aux auteurs du texte dont nous reproduisons de larges extraits, ils se trouvent placés dans une contradiction entre leurs affirmations en faveur d'un Staline qui aurait « développé et adapté » le marxisme tout comme Lénine, et leur dénonciation de Khrouchtchev qui serait un « nouveau Staline » désireux de créer une « Internationale obéissante aux décrets et variations du dirigeant du P.C. de l'U.R.S.S. ». Staline, comme dirigeant de la bureaucratie soviétique, n'a pas développé le marxisme, il l'a défiguré et c'est effectivement sur cette voie que Khrouchtchev le suit.

La campagne anti-chinoise et l'affaire Billoux

Parce qu'ils veulent que soient retenus les mérites et l'apport historique du camarade Staline, et non seulement les défauts de la dernière période de sa vie (qu'ils ne contestent nullement), les camarades chinois sont artificieusement qualifiés de « staliniens ».

Il faut bien lire à travers les lignes pour comprendre à quel point on se moque des travailleurs révolutionnaires, mais il est facile de démontrer que les prétendus « novateurs » sont en réalité les « staliniens » véritables (dans le sens qu'ils donnent à ce terme), alors que les camarades chinois sont des communistes attachés au marxisme, développé et adapté aux conditions de leurs époques par Lénine, puis par Staline.

La demande impérative de condamnation des communistes chinois, la convocation comminatoire d'une « conférence préparatoire » de l'assemblée mondiale d'extrême communication dissimulant mal l'intention du nouveau Staline, Khrouchtchev, de créer une « Internationale » obéissante aux décrets et variations du dirigeant du P.C. de l'U.R.S.S.

En France, ceux qui essaient de s'opposer à cette politique insensée sont traités comme au temps de la III^e Internationale, avec des méthodes absolument identiques : chantage, exhumation de vieux aveux de fautes tenus aux frigidaires staliniens, conspiration des laquais pour une exclusion déguisée, exigence de rétractation publique d'une critique faite intérieurement, etc.

Un cas récent illustre ce que nous ne nous contentons pas d'affirmer, mais prouverons.

LE CAS BILLOUX

A la stupéfaction générale des dirigeants du Parti non admis dans le cercle dirigeant de la fraction du Bureau Politique qui fait véritablement la loi au P.C.F., à l'étonnement des militants et observateurs qui avaient su comprendre ses articles et discours, à la surprise des camarades du Parti du Travail Viet-Namien avec lesquels — malgré la présence de l'espion stalinien Jacques KAHN, il avait pu s'entretenir en particulier — François BILLOUX a écrit, dans « France Nouvelle » du 16 septembre 1964, un article qui est la négation de

ses positions et de ses sentiments ou convictions intimes.

Tous les camarades se sont demandé : pourquoi Billoux rédige-t-il un article intitulé « Argumentation pour la conférence des Partis communistes et ouvriers », alors qu'il s'est prononcé contre, alors qu'il pense qu'une telle conférence est néfaste ?

Pour une raison très simple : on l'y a contraint, et ce n'est pas la première fois.

Déjà, parce qu'il avait commis le crime de ne pas écrire une ligne contre les camarades chinois, laissant cette besogne à d'autres, on avait exigé de lui (après un entretien de quatre heures avec Maurice Thorez, à qui la présence de l'égérie mal-faisante interdisait la conciliation) qu'il se prononce sur les divergences, sous prétexte que « les militants ne comprennent pas et risquent d'interpréter son silence ».

On assaisonna cette injonction de discrètes allusions à des erreurs politiques électorales qui s'étaient produites à Marseille, à des propos « déviationnistes » de certains collaborateurs, et le camarade Billoux s'exécuta, dans « France Nouvelle » du 1^{er} avril 1964 — jour choisi par lui, après un retard volontaire, par quelque malice réservée aux connaisseurs.

Mais le camarade Billoux n'avait pas « cédé sur toute la ligne » et ses conclusions étaient loin de faire écho aux attaques outrancières de la direction du P.C.F.

L'esprit frondeur n'étant pas apprécié par les « staliniens » (au sens autocratique donné par Khrouchtchev à ce terme), on chargea hypocritement le camarade Billoux de se rendre à Hanoï, flanqué de « l'œil de Thorez », Jacques Kahn, et du « policier privé » du Parti, Léo Figueures, avec la redoutable et impossible mission de convaincre le camarade Ho Chi-Minh et la direction du Parti du Travail Viet-Namien de la « nécessité de rompre » avec leurs frères Chinois, par solidarité envers l'URSS (sic).

L'époque de la « mission Billoux » était soigneusement choisie, puisqu'elle coïncidait avec la tenue des conférences de section et de la conférence fédérale de son département des Bouches-du-Rhône, dans la préparation du XVII^e Congrès National.

Absent, durant ces assemblées, de la Fédération dont il porte la responsabilité depuis une trentaine d'années, Billoux y fut insidieusement mis en cause, notam-

ment à la « commission des candidatures » de la Conférence Fédérale. Ceux qui avaient eu le malheur d'avoir été proposés par lui à la promotion, ou ceux qui, parmi ses collaborateurs ou non, partageaient ses vues, furent écartés en son absence. Maurice Thorez se déplaça spécialement pour tenir un meeting au Cinéma Saint-Lazare, à la même époque, afin de « combattre son prestige » et de glorifier le dévoué bureaucrate Doize.

Les camarades vietnamiens, avertis de l'arrivée de cette « mission » pour le 23 avril et connaissant son but, prirent les devants et publièrent, deux jours plus tôt, le 21 avril, une lettre « à tous les Partis frères », y compris au P.C.F., lettre dans laquelle ils demandaient une nouvelle réunion bi-latérale des représentants de l'Union Soviétique et du P.C. Chinois, « en vue de déterminer les questions à discuter à la conférence préparatoire des représentants des Partis frères ».

L'« oncle Ho » rendait un signalé service au camarade Billoux en posant le préalable de conversations directes sino-soviétiques comme condition à son accord pour une conférence préparatoire générale. La position étant prise, il ne fut pas possible d'imputer au camarade Billoux cet « échec ».

Au XVII^e Congrès National (14-17 mai 1964), François Billoux fut « prié de ne pas intervenir », car à défaut de sanctions, on tenait à réduire de plus en plus son rôle, de même qu'on avait réduit ses responsabilités par pure « camaraderie », en invoquant sa santé.

Survint la mort de Thorez, gardien vigilant du monolithisme et maître incontesté de l'appareil. Privés de l'autorité du maître, soucieux des problèmes de succession, les supporters de Thorez n'osèrent pas s'interposer à la reprise d'activité du camarade Billoux, ni à ses relations reprises avec des camarades écartés.

Il publia deux articles dans « l'Humanité » pour parer à une manœuvre insensée de conciliation avec M. X-DEFERRE, en rappelant qu'un Programme Commun et la promesse d'une Assemblée Nationale Constituante étaient les conditions « sine qua non » du soutien communiste à un candidat d'union des gauches.

Après la mort de Togliatti, que « l'Humanité » avait minimisée, chiffrant à 500.000 le nombre de participants aux obsèques, par opposition au défilé funèbre de Thorez, le camarade Billoux écrivit, dans « l'Humanité » du 1^{er} septembre et dans « France Nouvelle » du 2 septembre, un hommage au camarade Togliatti et compara la popularité des deux dirigeants disparus, dont les deux cortèges funéraires avaient été suivis « par un million de personnes ».

Mais le « clan Rochet-Vermeersch » s'était ressaisi, et une nouvelle offensive fut déclenchée contre le camarade Billoux, accusé de « combattre la conférence mondiale communiste par le truchement d'un hommage excessif à la mémoire d'un révisionniste qui la désapprouvait » !

On décréta d'office que le camarade Billoux avait décidément besoin de repos, et qu'il vaudrait mieux qu'il ne se montrât plus pendant quelque temps. Néanmoins, il se rendait à la Fête de l'Humanité, à La Courneuve, et il fut impossible de l'empêcher de participer à la « visite officielle » des stands avec les autres membres du Bureau Politique auquel il appartenait.

Bien qu'on puisse le voir nettement sur la photo de cette visite, parue dans « l'Humanité » du 7 septembre, la légende omet de mentionner son nom, entre Jacques Duclos et Waldeck-Rochet...

Après cette « incartade », déjà imputée à d'autres « mauvais esprits » (Marty, Lecœur, Casanova se virent reprocher leur présence à des manifestations du Parti alors qu'ils étaient « en discussion » avec la direction), le camarade Billoux dut passer devant un petit tribunal.

Pour régler la question, il fut exigé qu'il rédigeât un article ferme et net en faveur de la conférence mondiale de scission, condamnant tous les arguments opposés et particulièrement l'avis défendu par le P.C. Italien et exprimé dans le Mémoire de Togliatti.

C'est ce qu'il a fait, sous peine d'être écarté « pour raisons de santé », ou même d'être accusé de porter la responsabilité de la naissance d'une fraction chinoise à Marseille, par son manque de vigilance et sa pusillanimité.

En cas de rébellion, le camarade Billoux a un bon « dossier », qui va de sa rédaction de la plateforme du groupe Barbé-Célor, dont il était le doctrinaire, jusqu'à l'article des « Cahiers du Communisme » de mai 1952, inspiré par Thorez, puis désavoué après l'échec désastreux de la politique aventuriste qu'il avait cru bon de dicter d'U.R.S.S.

Les « arguments » du camarade Billoux en faveur de la conférence scissionniste ordonnée par les dirigeants du P.C.U.S. doivent être considérés comme une capitulation de sa part et comme le résultat d'une indigne opération de rétorsion policière de la direction du P.C.F. contre lui, avec la responsabilité plus particulière de Waldeck Rochet, Jeannette Vermeersch et Georges Marchais.